

APPEL A MANIFESTATION pour AL-QUDS – Samedi 16 décembre 15h – Place de la Victoire

Samedi 16 décembre 2017, Manifestation

15h, place de la Victoire à Bordeaux

« Pour dénoncer la décision américaine de faire de Jérusalem
la capitale de l'Etat d'Israël »

Le 6 décembre 2017, le Président américain Donald Trump annonce qu'il met en application une décision du Congrès américain de 1995, en déplaçant l'ambassade américaine de Tel Aviv à al-Quds (Jérusalem). Niant de fait le droit international qui octroie un statut international à cette ville palestinienne, les Etats-Unis font d'al-Quds la capitale d'Israël, conformément au souhait des sionistes. Cette annonce est lourde de conséquences pour les Palestiniens, le monde arabo-musulman, mais aussi pour le monde entier.

Les Palestiniens, ainsi que tous les peuples arabes et musulmans ne doivent rien attendre des impérialistes. Ils ne peuvent compter que sur leur unité et leur résistance pour libérer la terre arabe de Palestine.

Nous, Comité Action Palestine, condamnons la décision américaine et soutenons la résistance de nos frères palestiniens contre l'occupation de la Palestine.

Venez très nombreux !

Comité Action Palestine

Communiqué du Comité Action Palestine : Al-Quds est la capitale éternelle de la Palestine.

Al-Quds est la capitale éternelle de la Palestine

Le 6 décembre 2017, le Président américain Donald Trump annonce qu'il met en application une décision du Congrès américain de 1995, en déplaçant l'ambassade américaine de Tel Aviv à al-Quds (Jérusalem). Niant de fait le droit international qui octroie un statut international à cette ville palestinienne, Les Etats-Unis font d'Alquds la capitale d'Israël, conformément au souhait des sionistes. Cette annonce est lourde de conséquences pour les Palestiniens, le monde arabo-musulman mais aussi pour le monde entier. Depuis 24h, les masses palestiniennes et arabes se mobilisent et rappellent qu'al Quds est la ligne rouge à ne pas franchir et que Donald Trump a provoqué un séisme politique qui entrainera sans doute l'entité sioniste à sa perte.

Alors que les USA et des puissances occidentales viennent de perdre en Syrie une bataille importante dans la guerre menée contre les peuples arabes, cette annonce intervient comme un signal fort du soutien inconditionnel apporté par l'empire américain à la colonisation juive de la Palestine.

Les propos de D. Trump ont surtout le mérite de la clarté. Alors que le soutien concret, sous forme militaire, économique et politique, des USA à Israël n'a jamais été mis en défaut, nombres de dirigeants arabes, y compris palestiniens ont fait le jeu des précédents présidents américains qui leur

promettaient un Etat palestinien. Cette fois-ci, le message de Trump est sans appel : les Palestiniens, ainsi que tous les peuples arabes et musulmans ne doivent rien attendre des impérialistes. Ils ne peuvent compter que sur leur unité et leur résistance pour libérer la terre arabe de Palestine. La voie pacifique a toujours joué contre les colonisés. Les exemples Vietnamiens et les Algériens ont montré que l'impérialisme ne comprend que le langage de la résistance armée.

Cette déclaration sera peut-être le point de départ d'une ultime prise de conscience, débarrassée des illusions nées des négociations d'Oslo et de la naïveté qui consiste à croire dans les bonnes intentions de l'Occident pour la « solution » à deux Etats. Nous, Comité Action Palestine, n'attendons rien des dirigeants arabes mais tout des peuples arabes et l'avant-garde palestinienne pour faire échouer le projet sioniste. A cet instant déterminant, nous assurons une nouvelle fois notre soutien entier et inconditionnel à la résistance du peuple palestinien.

Comité Action Palestine

8 décembre 2017

**Communiqué du Mouvement du
Jihad Islamique en Palestine
En réponse à la décision**

américaine

« Dieu vous interdit de prendre pour maîtres ceux qui vous combattent à cause de votre foi, ceux qui vous expulsent de vos maisons et ceux qui participent à votre expulsion. Ceux qui les prennent pour maîtres, ce sont les injustes. » (Al-Momtahina, 9)

Aux masses de notre peuple palestinien et de notre nation arabe et islamique

La position américaine à propos d'al-Quds ne nous a pas surpris, la décision avait été prise par les Etats-Unis après l'accord néfaste d'Oslo, et après la reconnaissance par l'OLP d' « Israël », qui déclarait que al-Quds était sa capitale unifiée. Trump qui exécute une ancienne décision du congrès américain, ne nous a pas surpris, car nous n'avons jamais eu d'illusions sur le fait de compter sur la position américaine. Toutes les administrations américaines qui se sont succédées se sont non seulement, entièrement alignées sur l'ennemi sioniste, mais ont pleinement participé à tous ses crimes, son terrorisme et son agression sur la Palestine, son peuple, sa terre et ses lieux saints.

Aux masses de notre peuple et de notre nation

Face à cette décision qui révèle le visage laid de la politique américaine, nous affirmons qu'elle défie le monde dans son ensemble, elle humilie les sentiments de tous les Arabes et musulmans, et représente une gifle à tous ceux qui comptaient sur les Etats-Unis et pensaient instaurer la paix et réaliser un règlement sous son égide. Trump a de nouveau proposé une marchandise avariée en déclarant que Washington soutient la solution de deux Etats si les deux parties, palestinienne et « israélienne » se mettaient d'accord, ce qui veut dire qu'il a rattaché la solution à l'approbation d' « Israël », bien qu'il sache qu'il ne l'approuvera pas,

mais sera au contraire encore plus agressif et plus têtue, avec le cadeau de Trump qu'il attendait depuis des décennies. Trump a envoyé le coup de grâce au règlement et a totalement achevé ce qui s'appelle la solution de deux Etats. Il n'y a plus désormais de possibilité ou de justification de s'illusionner et de poursuivre ce chemin.

Aux masses de notre peuple et de notre nation

Nous faisons face à cette évolution importante, et pour agir et affronter les conséquences de cette décision, qui constitue une déclaration de guerre contre le peuple palestinien, ses droits nationaux et ses lieux saints, nous appelons à ce qui suit :

Un : Retirer la reconnaissance par l'OLP de l'entité sioniste « Israël ».

Deux : Annoncer l'échec du projet de règlement, et supprimer les accords d'Oslo, et cesser toute activité y afférente, et notamment la coordination sécuritaire avec l'ennemi sous toutes ses formes.

Trois : Affronter avec force et fermeté, et par tous les moyens, refuser et faire échec au complot de liquidation de la cause palestinienne appelé « marché du siècle » américain, que Trump a inauguré en déclarant que al-Quds serait la capitale de l'entité sioniste.

Quatre : appeler les masses palestiniennes à accentuer l'Intifada al-Quds avec la participation de toutes les organisations de l'action nationale et islamique.

Cinq : Renforcer et accentuer la résistance dans notre terre occupée, et notamment en Cisjordanie, et assumer son devoir et ses responsabilités de défense du peuple palestinien, de sa terre et de ses lieux saints, et réaliser ses buts nationaux que sont la libération et le retour.

Six : Agir pour mettre fin à la division interne et réaliser l'unité du rang palestinien autour des constantes nationales, et agir pour reconstruire l'OLP et le conseil national palestinien.

Sept : Nous demandons aux Arabes et musulmans de cesser de prendre les Etats-Unis pour amis ou alliés des Arabes et musulmans, après qu'ils aient choisi la position d'hostilité envers eux en s'alliant entièrement avec l'entité sioniste, dans ses agressions et son terrorisme contre le peuple palestinien et la nation islamique, en déclarant que al-Quds serait la capitale d' »Israël »

Huit : Nous demandons le retrait de l'initiative arabe pour la paix, la rupture des relations déclarées ou non avec l'entité sioniste, et de cesser toute normalisation avec lui, de fermer ses ambassades et ses représentations présentes dans les capitales arabes.

Neuf : Nous demandons à tous les Arabes et musulmans d'agir pour renforcer la résilience du peuple palestinien, de soutenir la résistance à l'occupation sioniste et de cesser toute poursuite à son encontre et les tentatives de la délégitimer en la décrivant comme étant terroriste, en soutien avec l'entité sioniste.

Dix : Nous demandons à tous les êtres libres de ce monde de refuser la décision arrogante américaine, et d'activer les campagnes de boycott global contre l'occupation sioniste et son agression sur le peuple palestinien.

Onze : En conclusion, tout en affirmant le droit total du peuple palestinien sur sa patrie la Palestine, nous faisons le serment aux masses de notre peuple et de notre nation de poursuivre le chemin qui exprime la volonté du peuple et de la nation, qui est le chemin de la lutte et de la résistance armée, qui déterminera le sort de la Palestine, de toute la Palestine, d'al-Quds, de toute la ville d'al-Quds, jusqu'à la

victoire et la libération entière, par la permission de Dieu.

Mouvement du Jihad islamique en Palestine

19 Rabi' al-Awal 1439 h/ 7 décembre 2017.

« Les Israéliens ont déjà perdu » – Interview du représentant du Mouvement du Jihad Islamique au Liban

Interview de Ihsan Ataya (Abu Hussam), représentant du Mouvement du Jihad Islamique en Palestine au Liban.

Né à la fin des années 1970, ce mouvement a su lier nationalisme, religion et révolution. Il puise dans les principes islamiques, tout en s'inscrivant dans une pédagogie, révolutionnaire, du dialogue et de l'unité entre les différentes composantes religieuses et laïques du projet de libération. Il enracine sa stratégie dans la conscientisation des masses à qui il incombe de libérer la terre de Palestine de l'emprise sioniste et impérialiste. Le mouvement du Djihad islamique en Palestine contient en germe la solution future à la division permanente du mouvement national palestinien en de multiples factions qui s'opposent sur la stratégie à tenir face à l'ennemi sioniste. En ce sens et objectivement, le mouvement du Djihad islamique est un parti révolutionnaire. Son existence est la réalisation pratique et en mouvement de la conscience palestinienne et arabe. Elle peut se résumer à ce slogan : Islam, unité et résistance.

Propos recueillis le 22 septembre 2017, à Beyrouth par T.E.M.

Quelle est la spécificité du Jihad islamique et sa place dans le mouvement national palestinien ?

Ihsan Ataya : C'est une question fondamentale. Le Jihad islamique est un mouvement de résistance dont l'objectif est la libération de l'ensemble de la Palestine ; pas la moindre parcelle de terre ne peut être abandonnée à l'ennemi sioniste. La présence israélienne en Palestine n'est que provisoire. Fondée sur l'expulsion du peuple palestinien, Israël n'a pas d'assise stable. Le Jihad islamique n'est pas le premier mouvement de libération armé en Palestine, d'autres l'ont précédé. La spécificité de ce mouvement est qu'il est apparu à un moment précis où il était nécessaire de lier la résistance à l'Islam. Il existait, d'un côté, des mouvements de libération nationale sans référence islamique, et de l'autre, des musulmans qui n'adoptaient pas la résistance en tant que telle. Le Jihad a fait le lien.

Le projet sioniste consiste à s'emparer de la Palestine et anéantir son existence jusque dans les esprits. Il est fondé sur l'expulsion du peuple palestinien, et in fine, il s'agit de rayer la Palestine de la carte. Ce projet se poursuit aujourd'hui avec la volonté d'expulser aussi les Palestiniens de 48 vers Gaza ou en dehors des frontières de la Palestine. L'objectif est de fonder un Etat juif, au sens religieux du terme. Depuis quelques temps, il y a une nouvelle vague d'expulsion des Palestiniens comme au Liban et en Syrie, où des réfugiés sont contraints de partir. Cette situation dans les camps de réfugiés met en péril la cause palestinienne.

Les accords d'Oslo représentent une phase importante du projet sioniste car c'est une nouvelle étape dans la colonisation et le pillage des terres. C'est une phase défavorable aux

Palestiniens. Le Jihad est un mouvement armé qui veut la libération de toute la Palestine et qui essaye de maintenir la cause palestinienne et la flamme de la résistance à l'échelle du monde arabe et musulman, et de faire adopter par la solidarité internationale (arabe, musulman ou non) une vision unifiée du combat palestinien.

Quelle analyse faites-vous du mouvement national palestinien ?

Ihsan Ataya : Le fait récent le plus important est la question de la réconciliation entre le Hamas et le Fatah, dans laquelle l'Égypte joue un rôle historique positif. Si le Jihad soutient toutes les formes de réconciliation entre les parties palestiniennes, il faut, néanmoins, distinguer les forces politiques qui s'opposent aux négociations avec Israël, et celles qui militent pour un règlement pacifique, en lien avec l'Autorité palestinienne. Le Jihad s'associe à toutes les forces qui œuvrent dans le sens de la libération de la Palestine. En revanche, il s'oppose politiquement à tous les mouvements et les projets favorables à un règlement négocié, car il est illusoire de croire qu'Israël cède quoi que ce soit. L'Autorité palestinienne est un produit de l'occupation qui exerce son contrôle sur des territoires occupés. Le Jihad mène une résistance armée, mais il accomplit aussi un travail idéologique, d'information et de conscientisation des nouvelles générations. C'est une résistance globale. De ce point de vue, le mouvement entretient des relations avec toutes les organisations présentes sur le terrain pour régler des problèmes de la vie quotidienne, y compris avec certaines organisations dont nous ne partageons pas le projet politique. Le Jihad Islamique approuve et soutient toutes les actions de résistance à Israël, d'où qu'elles viennent. S'agissant des organisations qui ne sont pas sur ces bases, le Djihad maintient des relations et essaie de les convaincre.

Que pensez-vous du rapport de force actuel ? La situation est-elle favorable à la résistance ?

Ihsan Ataya : Que s'est-il passé lors de la confrontation autour de la Mosquée al-Aqsa, il y a quelques mois ? Le Palestinien, même sans armes, sans soutien, a réussi à imposer aux Israéliens le retrait des portiques de sécurité (caméras et barrières). Le peuple à mains nues a réussi à faire reculer l'entité sioniste. C'est une philosophie particulière de la résistance palestinienne. Tant qu'il n'y a pas de complot contre lui, le Palestinien peut chasser les Israéliens de sa terre. Sa volonté et sa foi sont suffisantes.

La nécessité du soutien arabe et musulman à la résistance du peuple palestinien contrebalancerait l'alliance internationale qui a fondé et soutenu le sionisme en Palestine. Et nous les Palestiniens nous souhaitons être le fer de lance de la lutte contre Israël. Dans ce cadre, nous représentons le vrai contre le faux, dont Israël est l'incarnation. La Résistance, le Jihad Islamique et tout autre mouvement font partie, est à la pointe de la lutte du vrai contre le faux.

C'est un grand honneur pour nous que la Palestine soit dans une position d'avant-garde dans la lutte contre le sionisme. Qu'il existe une asymétrie des rapports de force n'est pas un problème en soi. Ici on dit que l'enfant n'est pas capable de ranger les ustensiles de la cuisine, mais il peut tout mettre par terre en un seul geste. L'ennemi est plus fort militairement, mais la volonté et la persévérance nous permettent d'imposer à l'ennemi de nouvelles équations dans le rapport de force.

Que représente al-Aqsa pour la résistance palestinienne ?

Ihsan Ataya : La Mosquée al-Aqsa, comme la Palestine, constitue une partie de la doctrine islamique. C'est un symbole religieux qui rassemble toutes les forces de la résistance palestinienne, au-delà de leurs confessions. En Palestine, plusieurs religions coexistent, contrairement à de nombreux pays arabes. Les Chrétiens ont défendu la Mosquée al-Aqsa, qui devient ainsi un symbole religieux fédérateur. En ce

sens, il prend un caractère politique puisqu'il mobilise toutes les communautés religieuses dans le projet de libération nationale. La Mosquée al-Aqsa incarne également l'unité de la société : quelles que soient leurs appartenances sociales, les Palestiniens y vont prier.

Sur le plan politique, la mobilisation pour la mosquée al-Aqsa a fait reculer les Palestiniens qui souhaitent un règlement négocié au risque d'abandonner les constantes du mouvement national. La mosquée Al-Aqsa est très chargée symboliquement et, à ce titre, elle est au centre des revendications palestiniennes. Elle est partie intégrante de la cause nationale. Les événements récents autour de la mosquée ont eu une implication jusqu'en Jordanie (le roi est le protecteur des lieux saints), qui a demandé le retrait des forces israéliennes. Le fait de fonder un Etat juif et de diviser la Mosquée al-Aqsa donne à ce conflit une nature religieuse. Or, la communauté internationale redoute que le conflit prenne une tournure religieuse. Pour le Jihad Islamique, il n'y a pas de différence entre le politique et le religieux. Dans les faits, ces deux registres sont mêlés. Les Palestiniens ont tenu bon et ont réussi à imposer aux pays arabes un positionnement plus ferme vis-à-vis d'Israël. Sans cette résistance, les pays arabes auraient accepté la situation telle qu'Israël voulait l'imposer.

Pouvez-vous préciser ce que vous entendez par la notion de complot ?

Ihsan Ataya : Le complot a deux aspects indissociables. Le premier est de détruire et déstabiliser l'axe de résistance (Iran, Syrie, Liban, la Palestine, Gaza). L'administration américaine et l'Occident en général soutiennent le projet sioniste et tentent de briser la résistance. C'est normal, c'est dans la nature de l'Occident. Les Etats-Unis ont une stratégie économique de pillage et de division du monde arabe. Même si c'est dans notre région qu'on en voit les effets les plus dévastateurs, les Américains exploitent et pillent à

l'échelle internationale. Face à cela, la résistance se développe. Ainsi à Gaza, la résistance est parvenue à conserver sa puissance, sa force, ses armes contre les sionistes. Elle a réussi à repousser l'ennemi à plusieurs reprises.

Le deuxième aspect du complot est la question de la suppression du droit au retour pour les réfugiés palestiniens. Actuellement les USA, l'Egypte, l'Arabie saoudite et Israël cherchent un accord pour supprimer le droit au retour. Dans les faits, cela se traduit par la destruction des camps et la dispersion des réfugiés palestiniens. Supprimer le droit au retour reviendrait à anéantir la cause palestinienne.

Quelles sont les actions que le mouvement mène pour contrecarrer cette entreprise de destruction du droit au retour ?

Ihsan Ataya : Pour libérer la terre de Palestine, il faut travailler sur la conscience dans les camps et parmi les Palestiniens exilés partout dans le monde contre la suppression du droit au retour et maintenir vivant l'objectif de libération. L'enjeu crucial est de lutter contre le projet sioniste de destruction de la conscience palestinienne, en préservant le droit au retour et le lien entre les réfugiés et leur terre. En parallèle de la question de la conscience, il y a le travail politique, qui consiste, en relation avec les organisations dans chaque pays, à développer le thème du droit au retour et à lutter contre les appels à l'émigration massive des Palestiniens. Pour cette raison, il faut faire pression pour améliorer les conditions économiques des Palestiniens dans les camps pour qu'ils y demeurent jusqu'à l'application de leur droit au retour. Par exemple au Liban, de nombreux services ne sont plus financés et plus de 70 corps de métiers restent interdits aux Palestiniens. Ils ne peuvent exercer le métier de médecin, ingénieur, enseignant, etc. Les Israéliens complotent contre l'UNRWA dont ils voudraient voir la disparition, car cette instance est associée au statut de

réfugiés et donc au droit au retour. Le maintien de l'UNRWA est donc plus une question politique qu'une question humanitaire

L'Intifada al-Aqsa va-elle se poursuivre ?

Ihsan Ataya : Tant qu'un Palestinien existera, que ce soit en territoire de 48 ou ailleurs, la résistance se poursuivra car elle est autonome des organisations politiques. La résistance est surtout liée à la conscience de la justesse de la cause. Tant que l'oppression persistera, le Palestinien résistera. Il n'a pas d'autre alternative. Les Israéliens ont peur de chaque Palestinien qu'ils côtoient, au point qu'ils tuent même des jeunes filles. Les sionistes vivent dans la peur parce qu'ils occupent. Les murs qu'ils construisent sont l'illustration de cette peur. Le courage est du côté des Palestiniens, car ils savent qu'ils doivent lutter pour survivre. Dans le processus d'affrontement, il est vrai qu'il y a des acquis et les Israéliens ont déjà perdu (ils ont été vaincus en 2000 et 2006 au Liban et lors des trois guerres de Gaza). A chaque étape, la résistance palestinienne se renforce. Mais la peur de la défaite pourrait conduire les Américains à renforcer leur soutien à Israël. Ainsi, des rumeurs circulent actuellement sur l'installation d'une base américaine dans le désert du Naqab. Même s'il y a eu un démenti, cela signifie qu'ils préparent quelque chose pour éviter la défaite ultime d'Israël.

L'Intifada se poursuivra, qu'elle soit appuyée ou pas par des organisations de lutte armée. Dans tous les cas, elle se poursuivra.

Propos recueillis par T.E.M.

La face cachée du conflit en Syrie – Conférence-Débat avec Hamdan al Damiri

1er décembre à Bordeaux

20h00 – Athénée municipal

Place St Christoly (Trams A et B, arrêt Hôtel de Ville)

Depuis six ans, force est de constater que la ligne suivie par les grands médias comme par la majorité des hommes politiques des pays européens sur le conflit en Syrie est simple, sinon binaire. A en croire cette conception dominante, il s'agit initialement d'une guerre civile opposant deux camps : celui d'un dictateur et son armée meurtrière d'une part, et la population en droit à la révolte pour transformer le système politique en place, d'autre part. Dès lors, le rôle des pays occidentaux et des pétromonarchies alliées était de soutenir les révoltés contre la dictature. Cette propagande a été expérimentée maintes fois dans l'histoire des conflits, y compris récemment pour la Lybie. Evitons ce simplisme qui vise à cacher les vraies raisons liées aux intérêts des nombreuses parties en jeu. C'est l'objectif de notre conférence-débat.

Hamdan al Damiri est le représentant de la communauté palestinienne en Belgique.

Comité Action Palestine

Calendrier Palestine Libre 2018 : « Dans le camp des réfugiés »

Le sionisme est un mouvement colonial et raciste, dont l'objectif premier est de vider la terre arabe de Palestine de son peuple autochtone. Ce processus d'épuration ethnique commencé dès l'installation des premières colonies juives au début du XXème siècle se poursuit toujours cent ans plus tard.

Entre décembre 1947, date du vote à l'ONU du plan de partition qui décida du dépeçage de la Palestine, et l'armistice de juin 1949 qui « couronnait » l'occupation de 78% de la Palestine par

les sionistes, 531 villages furent détruits et plus de 800 000 Palestiniens furent expulsés de chez eux par la force ou fuirent pour échapper aux bombardements et aux massacres. C'est la Nakba, la Grande Catastrophe pour les Palestiniens. L'immense majorité d'entre eux se réfugia soit dans les régions de Palestine non occupées par les sionistes, soit dans les pays arabes limitrophes. L'épuration ethnique fut de nouveau massive en 1967 lorsque toute la Palestine historique fût occupée par l'entité sioniste. 450 000 Palestiniens furent contraints à l'exil, dont la moitié, déjà réfugiés en 1948, furent expulsés une seconde fois.



Soixante-dix ans plus tard, aucun réfugié n'a pu rentrer en Palestine, bien que leur droit au retour soit inscrit dans la résolution 194 votée en 1949 par l'ONU. Les camps sont toujours là, bien vivants. Marqués par une très grande précarité économique et sociale, ils sont avant tout la preuve matérielle de la patrie volée, tout comme ils sont la mémoire et l'avenir de la Palestine. Hauts lieux de résistance et de contre-pouvoir, ce sont des espaces d'affirmation de l'identité palestinienne et de construction de sa société de demain. Sanctuaires du droit au retour, ils sont sans cesse soumis à destruction et leurs habitants massacrés ou renvoyés vers un nouvel exil. Mais réduits en poussière, ils sont sans cesse reconstruits.

Mai أيار						
Dimanche الاحد	Lundi الاثنين	Mardi الثلاثاء	Mercredi الاربعاء	Jeudi الخميس	Vendredi الجمعة	Samedi السبت
		1 Journée internationale des travailleurs اليوم العالمي للعمل	2	3	4	5
6	7	8	9	10	11	12
13	14	15 70 ^{ème} anniversaire de la Nakba (1948) تذكرى النكبة ١٩٤٨	16	17	18	19
20 Libération de 1145 prisonniers (opération Galilée 1989) الإفراج على ١١٤٥ سجين عسكياً غليلي	21	22	23 Libération du Sud Liban (2000) تحرير جنوب لبنان ٢٠٠٠	24	25	26
27	28	29	30	31		

Ainsi initialement créés pour gérer temporairement la question des réfugiés palestiniens sur le plan humanitaire, les camps sont aujourd'hui le symbole politique le plus durable de leur droit au retour. Ils doivent le rester tant que la Palestine ne sera pas libérée. Tous les réfugiés, quel que soit leur statut, restent déterminés à rentrer dans leurs foyers. Ce calendrier veut modestement contribuer à leur combat.

Comité Action Palestine (Octobre 2017)

Prix de vente : 5€ (+ frais de port). Pour le commander, télécharger le [bondecommande2018](#) .

Par avance merci de votre soutien. L'argent récolté sera utilisé pour nos actions, notamment pour faire venir en France au printemps 2018, Kacem Aina, responsable de l'organisation palestinienne Beit Atfal al-Sumud qui oeuvre auprès des enfants et des familles dans les camps de réfugiés au Liban et organisateur de la commémoration annuelle des massacres de Sabra et Chatila. Une partie des fonds sert également à soutenir financièrement Georges Ibrahim Abdallah.

Hamdan Al Damiri : « Accepter ce « plan du siècle », ce serait encore des négociations sans fin, un piège, un Oslo-bis ! »

Hamdan Al Damiri est un intellectuel et militant palestinien. Réfugié, né dans un camp en Cisjordanie, il appartient à la gauche palestinienne et il est représentant de la communauté palestinienne en Belgique. Dans cette interview, il analyse minutieusement les causes qui modifient aujourd'hui durablement la géopolitique au Moyen Orient. Selon lui, la Palestine est sous la menace d'une nouvelle stratégie américaine. En perte d'influence au Moyen Orient en raison de leur échec en Irak et en Syrie notamment, les Etats-Unis préparent un nouveau plan pour regagner le terrain perdu. Dit le « plan du siècle », il consisterait à donner une légitimité aux Américains comme faiseurs de « paix ». Mais les

Palestiniens seraient encore une fois les dindons de la farce, puisqu'il est fort probable que ce plan a un agenda caché : faire traîner les négociations comme lors des Accords d'Oslo signés en 1993. Un Oslo-bis ferait peser une menace existentielle sur les Palestiniens, qui ont tiré des enseignements du passé et s'opposeront à toute politique impérialiste qui remettrait en cause les constantes du mouvement national palestinien.

Interview par Tayeb ElMestari

Quelle analyse faites-vous du processus de réconciliation en cours entre les différentes organisations palestiniennes ?

Ce processus a démarré en 2005 avec un accord conclu entre 13 mouvements palestiniens sur la base d'un texte proposé par la direction des prisonniers palestiniens. Intitulé la Déclaration des prisonniers et adopté par les organisations de la résistance, ce texte est l'émanation d'un consensus entre les différents mouvements représentés dans les prisons israéliennes et a permis de lancer des négociations inter-palestiniennes.

Ce texte fondamental aborde plusieurs points essentiels comme le rôle du mouvement national palestinien, les relations avec l'Etat occupant, c'est-à-dire Israël, le droit à la résistance du peuple palestinien, la reconstruction de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), etc. Les élections de 2006 dans les territoires occupés ont mis un coup d'arrêt à ce processus, en raison des conflits aigus entre les deux principales forces politiques, le FATAH et le HAMAS. En 2007, celui-ci prend le pouvoir dans la bande de Gaza par la force et expulse de ce territoire le FATAH.

Cette nouvelle situation a entraîné, jusqu'à aujourd'hui, l'ensemble du mouvement national palestinien, avec ses différentes composantes, dans une dynamique de division, impactant négativement la cause palestinienne, reléguée au

second plan au regard d'autres sujets tels que le terrorisme djihadiste au Moyen Orient.

La nouvelle donne régionale oblige les mouvements palestiniens à jouer la carte de la réconciliation, impulsée par l'Égypte. Grâce à la médiation égyptienne, le FATAH et le HAMAS sont parvenus à signer un accord au Caire qui ouvre les portes d'une nouvelle phase de rencontres, impliquant les deux principaux mouvements mais aussi les autres forces politiques de la résistance, la gauche palestinienne, les nationalistes arabes et le Djihad islamique.

13 mouvements palestiniens vont se retrouver de nouveau au Caire où il sera question de l'unité nationale palestinienne dans le cadre de l'OLP, considérée comme le cadre politique et juridique représentatif de l'ensemble du peuple palestinien. L'enjeu de ce dialogue entre Palestiniens est de remettre en selle l'OLP, qui ne joue plus son rôle décisionnel. Depuis les Accords d'Oslo en 1993, l'Autorité Palestinienne a pris le pouvoir aux dépens de cette organisation historiquement légitime.

La réconciliation palestinienne aura à terme deux effets politiques d'une importance capitale. D'abord, la réalisation de l'accord inter-palestinien signifie la mise en place d'un nouveau gouvernement d'unité nationale. La deuxième tâche est de reconstruire l'OLP et donc revoir la composition du Conseil national palestinien (CNP) qui en est l'organe le plus important, en fait le parlement du peuple palestinien. Cela suppose l'élection du conseil législatif palestinien dont les membres deviendront d'office les représentants des territoires occupés au sein du Conseil national palestinien. Les Palestiniens, qui sont à l'extérieur de la Palestine historique, pourront aussi élire leurs représentants au sein du Conseil national palestinien. Ces élections législatives se disputeront à la proportionnelle intégrale, le nombre de représentants sera fonction de voix obtenues par la liste de candidats. Dans les pays où les élections ne peuvent avoir

lieu, une alternative est prévue : un accord inter-palestinien désignera les membres représentatifs de la communauté palestinienne pour siéger au Conseil national palestinien.

Dans cette démarche de reconstruction de l'OLP, le Conseil national palestinien élira deux instances : le Conseil central, qui est un organe intermédiaire entre l'exécutif (Comité exécutif) et le législatif (le CNP), et la Direction palestinienne. En réalité, ce sera un retour au processus qui a prévalu avant Oslo, avec l'intégration de deux mouvements, le HAMAS et le Djihad Islamique qui n'en faisaient pas partie.

Dans ce processus, quel rôle peut jouer la résistance populaire ?

La résistance populaire est la manière dont les Palestiniens, dans leurs villes, dans leurs localités à l'intérieur des territoires occupés, s'expriment face à l'occupant. La résistance populaire est le seul moyen de faire reculer l'ennemi, le colon. Les négociations ne peuvent pas remplacer la résistance populaire. Le comité populaire agira de sorte que la résistance devienne le mode d'action principale des différentes organisations palestiniennes. Elle aura une influence considérable sur les décisions finales prises dans le cadre de l'OLP et ses différentes instances.

L'enjeu syrien semble décisif dans le remodelage politique de la région. Or, le régime se dirige vers une victoire. Quelles sont les raisons de cette victoire ? Quelles seraient les conséquences sur l'avenir de la Palestine et de la région en général ?

Selon les médias, les Syriens sont opposés au régime, mais en réalité ils sont divisés. Plus de 70 % de la population syrienne vit dans les zones contrôlées par le régime, c'est-à-dire dans les grandes villes. Cela signifie qu'une grande partie des Syriens soutient les forces légales. C'est le premier facteur de la victoire annoncée du régime syrien.

Le deuxième est à rechercher du côté des alliances nouées par l'Etat syrien. Celui-ci a des alliés qui ont soutenu l'armée syrienne dans la défense du territoire national. La Russie, l'Iran, le Hezbollah et quelques mouvements palestiniens ont apporté un soutien décisif aux forces légales du régime syrien. Cette alliance a permis de stopper la progression des groupes armés, appuyés et financés par les pays du Golfe et l'Occident.

Le troisième facteur, et non le moindre, est propre à l'opposition, notamment aux djihadistes provenant de partout dans le monde. Leur faiblesse est qu'ils sont très divisés car ils obéissent à des puissances étrangères dont les intérêts sont contradictoires. Ils n'ont pas de stratégie unique et claire. Face à eux, l'armée syrienne est unie et ses alliés, en concertation avec elle, ont une politique bien définie. Dans la guerre, il vaut mieux partir unis que divisés !

Enfin, un dernier facteur explique la victoire du régime syrien : l'évolution des positionnements des forces extérieures, parties prenantes dans la guerre. Le Qatar est en conflit avec certains pays du Golfe. La Turquie, qui joue un rôle important dans la région, s'oppose à l'Arabie saoudite en raison d'un conflit de leadership sur les musulmans sunnites. Ces raisons apportent un éclairage sur l'affaiblissement du camp anti-régime syrien.

Dans cette nouvelle configuration, on observe que la Russie gagne en influence dans la région, contrairement aux Etats-Unis, en net recul, car ils ont misé sur un plan qui a échoué sur le terrain. Depuis 2015, on assiste à un renversement des rapports de force, qui s'est confirmé en 2016 et débouche, peu à peu, en 2017 à la disparition totale de DAESH. Ce mouvement contrôlait quasiment la moitié de la Syrie (le centre et l'est du pays), mais aujourd'hui il n'a d'emprise que sur 10 % du territoire sur lequel il régnait en 2014-2015. D'ici à la fin de l'année, le régime syrien contrôlera 90 % de la Syrie. Il restera deux poches incontrôlées. Au nord de la Syrie,

l'organisation Al Nosra est présente dans la province d'Idlib, surtout dans la ville d'Idlib. Dans cette partie du territoire frontalière avec la Turquie, il y a la question Kurde. Soutenus par les Américains sur le plan militaire, les Kurdes constituent la dernière carte politique des Etats-Unis dans les futures négociations sur l'avenir de la Syrie. C'est un moyen de garder la main dans la région. Or, sur cette question, ils sont en totale contradiction avec la Turquie. Pour cette raison, le sort des Kurdes sera l'objet de négociations, notamment sur les dimensions culturelles et linguistiques. L'Etat syrien fera des concessions pour une solution qui envisagerait une autonomie pour les Kurdes, mais il n'acceptera en aucun cas un fédéralisme qui signifierait un séparatisme de fait.

Néanmoins, dans un futur proche, les affrontements auront lieu entre d'un côté, Al Nosra, et des groupes armés alliés, et, de l'autre, l'Etat syrien qui, probablement, en sortira vainqueur.

Il est question d'une nouvelle stratégie américaine, dite « plan du siècle » pour relancer les négociations entre les Palestiniens et l'entité sioniste. Qu'en est-il de ce plan ?

Annoncé depuis quelque temps, ce « plan du siècle » est lié aux conflits syrien et irakien. La stratégie américaine a échoué dans ces deux pays en dépit des moyens considérables mis à la disposition des groupes terroristes comme DAESH. En perte de vitesse dans la région, les Etats-Unis opèrent un changement stratégique : l'enjeu est de mettre un étouffoir sur la lutte de libération en Palestine. Autrement dit, il s'agit pour eux de « régler la question palestinienne ». Le « plan du siècle », proposé par les Américains et soutenu par l'Union européenne, consisterait, selon certaines informations délivrées par des diplomates, à reconnaître un Etat palestinien sur une partie de la Cisjordanie à laquelle sera ajoutée la bande de Gaza. Les pays européens et les Etats-Unis seraient donc prêts à reconnaître un Etat palestinien sur

environ 40 % du territoire de la Cisjordanie (en réalité des bouts de territoire morcelés) et les 400 km² de la bande de Gaza ! Et il n'est pas question du statut de Jérusalem. Pourtant, l'essentiel des colonies construites depuis 1967 se trouvent autour de Jérusalem que l'Etat sioniste cherche à judaïser.

Mais les Palestiniens ont une certaine expérience des manœuvres occidentales. Avec les Accords d'Oslo, il y a eu des négociations sans fin, sans qu'elles aboutissent à quoi que ce soit. Bien pire, les négociations dans le cadre des Accords d'Oslo ont abouti à l'affaiblissement des Palestiniens et au morcellement des territoires et à leur colonisation accrue. Accepter ce « plan du siècle », ce serait encore des négociations sans fin, un piège, un Oslo-bis ! Si une partie de la nouvelle direction palestinienne risque d'accepter ce plan, l'ensemble du mouvement palestinien le refusera. Pour les Américains, il s'agit de « calmer le jeu » entre Palestiniens et Israéliens, surtout qu'une explosion populaire à Gaza est possible si le blocus perdure. Un scénario que les Américains redoutent.

Si ce « plan du siècle » ne sera pas accepté par les forces politiques palestiniennes, en revanche, certains Etats arabes le soutiendront. L'Egypte, qui joue le rôle de médiateur dans la réconciliation inter-palestinienne, le soutient. Les Saoudiens vont dans le même sens, ils pourraient même être les financeurs de ce « plan du siècle ».

Après le processus de réconciliation entre les Palestiniens, un nouveau conflit opposera dans la région les Palestiniens à ceux qui soutiendront ce plan.

Propos recueillis par **Tayeb El Mestari**

pour le Comité Action Palestine.

URL de cet article 32480

<https://www.legrandsoir.info/interview-d-hamdan-al-damiri-acce>

« Le droit à la résistance jusqu'à la libération de la Palestine » – Interview de Z. Nakhalé

« En 30 ans, notre mouvement s'est développé et consolidé, et nos moyens se sont accrus »

Résumé de l'interview de Ziyad Nakhalé, adjoint du secrétaire général du Mouvement du Jihad Islamique en Palestine

A l'occasion du 30^{ème} anniversaire de la naissance du mouvement (1987 – 2017), la chaîne al-Mayadeen a mené une interview avec le dirigeant Ziyad Nakhalé, au cours de laquelle il a expliqué la position de son mouvement quant aux efforts de réconciliation entre le Hamas et le Fateh, au Caire, quant aux constantes et variantes pour le mouvement dans sa lutte et résistance contre l'occupation sioniste de la Palestine. Il a abordé le développement de son mouvement en 30 ans, et l'apport important de sa branche armée, les brigades al-Quds, dans la résistance aux agressions sionistes, que ce soit dans la bande de Gaza ou le reste du pays. Il a également dénoncé les tentatives de normalisation des relations entre des régimes arabes et l'entité sioniste.

Constantes et variantes :

Pour le Mouvement du Jihad islamique en Palestine, les constantes sont les principes du mouvement, depuis sa

naissance : la Palestine, du fleuve à la mer, est la patrie du peuple palestinien ; refus de reconnaître l'occupant, quelles que soient les pressions exercées ; l'unité du peuple palestinien, dans la patrie et l'exil ; le droit à la résistance jusqu'à la libération de la Palestine.

Quant aux variantes, ce sont les positions envers ce qui est proche de ces constantes et ce qui s'en éloigne. « Nous avons un réseau de relations avec des partis et des pays », en fonction de ce principe. « Notre position est claire, elle distingue entre l'ennemi et l'ami, et entre ceux qui sont avec ou contre la résistance ». Nous ne pouvons pas reconnaître les frontières de 67, même si d'autres les reconnaissent en tant que programme provisoire. D'ailleurs, ces frontières sont « une tromperie », et l'entité sioniste ne les accepte pas, puisqu'elle y a installé ses colonies. A la question de savoir si cette position de principe n'isole pas le mouvement du reste des formations palestiniennes, M. Nakhalé a répondu que le fait que son mouvement soit isolé à cause de son attachement aux principes de la lutte et de la résistance pour libérer la Palestine est plutôt un honneur. Car de qui ou de quoi est-on isolés ? « d'être au service de l'occupant, ou de nos principes ? »

Il est vrai que la situation actuelle est très difficile, mais le mouvement a déjà vécu des moments semblables, après les accords d'Oslo. Son fondateur et premier secrétaire général, le martyr dr. Fathi Shiqaqi, a été assassiné par le Mossad, et le mouvement, cadres, dirigeants et militants, ont été poursuivis, arrêtés et même tués, par ceux qui se sont installés sur un bout de la Palestine, après ces accords. Mais « nous avons maintenu nos principes et notre ligne » malgré les pressions et les conditions difficiles faites aux résistants. Aujourd'hui, le mouvement est beaucoup plus ancré dans la société palestinienne, partout en Palestine et dans le monde. « Nous sommes en meilleure position » qu'à l'époque des accords d'Oslo, et « nous avons des dizaines de milliers de

combattants ».

Quant aux Brigades al-Quds, la branche armée du mouvement, son développement est qualitatif, et quantitatif à la fois. Elles ont mené de grandes batailles en Cisjordanie, et aujourd'hui, elles sont incontournables dans la bande de Gaza. En Cisjordanie, la situation est difficile, à cause des arrestations et des poursuites par l'occupant et l'Autorité palestinienne à la fois, des militants du mouvement. Même les étudiants et les membres des associations de soutien aux familles des martyrs et des prisonniers sont poursuivis. Dans la bande de Gaza, la présence des Brigades est incontestable, elles ont mené des batailles contre l'occupant, et des centaines de martyrs sont tombés. Les moyens qu'elles possédaient en 2014 se sont plus que multipliés depuis, elles peuvent résister à toute agression et protéger la bande de Gaza. « Nous avons des capacités et des moyens », et « nous avons confiance dans nos capacités ».

Ordre d'assassiner dr. Ramadan Shallah

« Nous sommes un mouvement de résistance, des combattants », et le mouvement s'attend depuis sa naissance à être poursuivi par ceux qui soutiennent l'entité sioniste. Pendant 20 ans, dr. Ramadan a consolidé le mouvement en tant que secrétaire général, il a maintenu la vision claire du mouvement envers le conflit et le rôle des Palestiniens dans ce conflit, et ses cadres et dirigeants ont développé des capacités importantes. Le dirigeant du mouvement est non pas seulement recherché par le FBI, mais l'ordre fut donné de l'assassiner, à la différence de tous ceux qui figurent sur cette liste, parce qu'il a réussi à maintenir le cap et à multiplier les capacités du mouvement. Pour les ennemis de la Palestine, il est gênant. Il est visé par ceux qui veulent liquider la question palestinienne. En Cisjordanie, le mouvement vit des moments difficiles, il est visé à cause de sa ligne politique, ses principes et ses constantes, et des pressions sont exercées pour qu'il les modifie.

La réconciliation : les craintes

« Nous avons appelé et nous approuvons la réconciliation, afin de régler les problèmes humains et économiques » de la population dans la bande de Gaza, et pour rompre blocus « c'est le droit des gens ». La crainte exprimée par le mouvement concernant la réconciliation en cours au Caire, entre les mouvements Hamas et Fateh vient du fait d'abord que l'entité « israélienne » et les Etats-Unis l'ont approuvée et ont donné le feu vert, ce qui signifie que cette réconciliation est menée dans le cadre d'un projet américain, le projet appelé « règlement du siècle », qui est la liquidation de la question palestinienne.

Il y a la question des armes de la résistance, qui suscite la crainte. Pour le mouvement, la question ne doit pas être abordée, car la réconciliation concerne uniquement les questions humaines et économiques. Des voix se sont exprimées à ce sujet, disant vouloir en finir avec les armes de la résistance, mais au cours des discussions du mouvement avec l'Egypte, cette dernière avait assuré que ni la question de la résistance, ni ses armes, ne sont concernées par la réconciliation. « Pour notre part, nous ne remettons pas les armes ! » La crainte vient aussi du fait que jusqu'à présent (10/10), le mouvement Hamas a fait des pas en direction de l'Autorité, mais cette dernière n'a encore fait aucun pas en direction de la bande de Gaza et de Hamas. Ce qui laisse croire que le prix à payer serait plus grand que ce que le Hamas a déjà payé. Il y a aussi la question du programme qui sera adopté par le gouvernement de l'Autorité : est-ce qu'il compte mener des négociations avec l'entité de l'occupation ? « Après avoir livré 80% de la terre de Palestine aux occupants, va-t-il négocier sur les 20% qui restent ? » C'est pourquoi il faut discuter entre Palestiniens pour adopter un programme unitaire, où il serait interdit de négocier par quiconque. Personne n'a le droit de négocier au nom du peuple palestinien. Ce n'est pas parce qu'une formation a mené une

résistance il y a 50 ans qu'elle a le droit de négocier au nom du peuple tout entier. « Si une partie des formations a changé de position, devons-nous changer la nôtre ? »

L'adjoint du secrétaire général du Mouvement du Jihad islamique en Palestine a réaffirmé la position du mouvement envers l'Autorité et les élections législatives ou présidentielles qui y sont organisées, qui est le refus de participer à toutes ces élections, car l'Autorité palestinienne issue des accords d'Oslo n'exerce aucune souveraineté sur la Palestine, elle sert plutôt à masquer l'occupation, cette autorité aide l'occupant, poursuit les combattants et ne protège pas le peuple palestinien. Quelles que soient les pressions exercées, passées ou futures, le mouvement ne participera pas aux élections organisées dans ce cadre.

La normalisation avec l'occupant : une menace et un crime

Il est vrai que le mouvement a publié un communiqué très fort, il a quelque temps, contre les Etats qui cherchent à normaliser leurs relations avec l'entité coloniale. « Notre position est très claire quant à la normalisation, nous la refusons absolument, et nous avons le droit de nous mettre en colère, en cas de normalisation », car le mouvement considère qu'il est du devoir des Etats arabes d'aider la Palestine et les Palestiniens, et non de leur donner des coups de poignard dans le dos. « Nous avons le droit de crier, car les Etats arabes ont des responsabilités envers la Palestine », et ces relations de normalisation avec l'occupant visent la Palestine et les Palestiniens. Pour le mouvement, qui se rapproche vers l'occupant, prend ses distances avec la Palestine.

Les Etats arabes ont une responsabilité envers la Palestine, et n'ont pas le droit de normaliser leurs relations avec l'entité sioniste. Ils doivent aider les Palestiniens à résister. Et parce que les relations du mouvement sont tributaires de la position des partis et Etats arabes envers

la Palestine et la résistance, le mouvement a des relations historiques avec le Hizbullah, au Liban, « avec qui nous sommes dans le même front, contre « Israël ».

La Palestine, 100 ans après Balfour – Conférence-débat avec Hamdan al-Damiri

vendredi 13 octobre, 20h,

le Comité Action Palestine vous convie à

une Conférence-Débat avec **Hamdan AL-DAMIRI**

Athénée municipal, Bordeaux. Tram A et B, arrêt Hôtel de ville

Hamdan al-Damiri est représentant de la communauté palestinienne en Belgique. S'étant rendu en Palestine très récemment, il nous présentera un témoignage direct de la situation et nous livrera son analyse des perspectives pour le mouvement national palestinien.

Il y a 100 ans, en 1917, la Grande Bretagne, par la voix de son Ministre des Affaires étrangères Arthur Balfour, se déclarait en faveur de l'établissement d'un foyer national juif en Palestine. A la fin de la première guerre mondiale, le dépeçage de l'empire ottoman fut une étape majeure de l'influence des puissances impérialistes au Proche et Moyen Orient. Cent après, que reste t-il des rapports de force qui ont conduit à la création par la force et la violence d'une entité coloniale en Palestine, à la dépossession du peuple palestinien et à sa transformation en une nation de réfugiés qui revendique toujours son droit à

l'autodétermination et au retour ? La situation actuelle est elle favorable à la réalisation des objectifs de la résistance ?

Au cours de cette soirée, Hamdan al-Damiri nous apportera son éclairage sur ces questions.

Liban, l'autre terre des martyrs

Calendrier Palestine Libre 2017 « Palestine, terre des martyrs »

Le Liban est la terre d'asile de près de 400 000 réfugiés palestiniens expulsés de leurs foyers en 1948 ou en 1967. La résistance palestinienne s'y installe à la fin des années 60, puis plus massivement après les massacres de Septembre noir en Jordanie. Face aux crimes de l'entité sioniste, tout comme dans la résistance, Palestiniens et Libanais sont intrinsèquement liés. Ces deux peuples et leurs combattants partagent le même destin.

Rendons hommage aux martyrs des organisations de la résistance tués lors des opérations héroïques menées en Palestine occupée. Les populations des camps de réfugiés et des localités libanaises, principalement au Sud, ont apporté leur soutien aux combattants et ont fait le sacrifice de leur vie lors des représailles de l'entité sioniste.

Vingt huit Palestiniens ont été assassinés par les milices chrétiennes libanaises le 13 avril 1975 à Ain El-Roumaneh, étincelle qui embrasa le Liban pour de nombreuses années de guerre civile.

Rendons hommage aux réfugiés palestiniens massacrés en 1976 par les phalangistes chrétiens, avec le soutien de l'armée syrienne, aux cours des sièges des camps de Dbayé, Jisr al-Basha, Nab'a et Karantina. Souvenons-nous du camp de Tal-al Zhataar, qui après 8 mois de siège, sera entièrement détruit et 2000 de ses habitants massacrés.

L'invasion israélienne du Liban en 1982 et les 22 années d'occupation au Sud ont tué 20 000 personnes.

N'oublions jamais les crimes des camps palestiniens de Sabra et Chatila, perpétrés les 16 et 17 septembre 1982 par les phalanges chrétiennes en collaboration avec l'armée sioniste, sous le commandement de Ariel Sharon. On parle de 3000 martyrs, hommes, femmes enfants, vieillards. Les forces israéliennes ont commis de nombreux autres massacres dans les villes et villages libanais. A Cana au Sud-Liban, le 18 avril 1996 puis de nouveau le 30 juillet 2006, près de 200 villageois ont péri sous les bombes sionistes.

Le sacrifice des combattants de la résistance, qui ont versé leur sang pour chasser l'occupant sioniste du Sud-Liban, éclaire le chemin de la libération de la Palestine. Rendons leur hommage.

Dalal al-Mugrabi, Shadi Anas, Hasan Hasanayn, Jihad Jibril, Hadi Nassralah ne sont que quelques-uns de ces centaines de martyrs palestiniens et libanais. Ne les oublions jamais.

Comité Action Palestine

Photo : le cimetière des Martyrs à Chatila – Liban (Comité Action Palestine)

Comme tous les cimetières nationaux, les cimetières des Martyrs sont les symboles de l'unité nationale, mais contrairement aux autres cimetières au Liban, et peut-être dans le reste du Moyen Orient, le cimetière des Martyrs de Chatila contient les dépouilles de Chrétiens, Musulmans et

Juifs, le seul critère pour être enterré là – et faire partie de la nation – étant simplement d’avoir combattu pour la cause nationale palestinienne. Ainsi, le cimetière des martyrs de Chatila accueille également les restes de combattants turcs, allemands, irlandais et iraniens. (Héros et martyrs de Palestine, la politique de commémoration nationale, Laleh Khalili).